

# A Genève, des jeunes se lèvent pour l'OMC

**Genève internationale** Un comité apolitique, soutenu par des personnalités, se mobilise en vue du scrutin sur l'extension du site

Cynthia Gani

Tout a commencé autour d'un café. Une discussion entre amis, dont plusieurs anciens étudiants de l'Institut de hautes études internationales et du développement, qui s'est transformée en conviction: Genève ne peut pas se permettre de perdre le siège de l'OMC, clament-ils. Cette poignée de jeunes, qui tiennent à leur étiquette apolitique, se sont alors réunis en comité de soutien sous l'acronyme AGIR, Action pour la Genève internationale et son rayonnement. Ils ont vite été rejoints par des personnalités genevoises de tous les milieux. Leur mobilisation est ciblée sur la votation du 27 septembre, qui verra les habitants de la Ville de Genève se prononcer pour ou contre l'extension de l'Organisation mondiale du commerce à Genève.

«Nous visons un plébiscite»

Le scrutin de cet automne ne sera que consultatif: les habitants de la municipalité donneront leur préavis sur le projet attaqué par un référendum de la gauche dure, mais le can-

ton peut, en théorie, très bien l'ignorer. Un référendum au plan cantonal pourrait alors être lancé dans un second temps. Il n'en reste pas moins que la symbolique est forte: «Le 27 septembre, nous ne visons pas un score de 51% en faveur de l'agrandissement de l'OMC, mais un plébiscite! Il faut donner un vrai signal à la Genève internationale», explique Marie Chappuis, élue PDC à la Ville de Genève, mais membre d'AGIR «en tant que simple citoyenne».

Ils le savent: le combat sera rude. Les opposants à l'extension sur le site actuel de l'OMC, au Centre William Rappard, n'ont pas eu de peine à récolter les signatures nécessaires à l'aboutissement de leur référendum. A coup d'arguments massues, comme la menace de voir les rives du Léman privatisées, l'érection d'une barrière électrique au milieu du parc qui accueille l'OMC, ou encore la mise en péril de l'environnement.

Même si ces assertions sont combattues par les autorités fédérales, cantonales et municipales ainsi que par tous les partis traditionnels, les jeunes d'AGIR sont inquiets. «Notre

## «Une présence importante pour nos chercheurs»

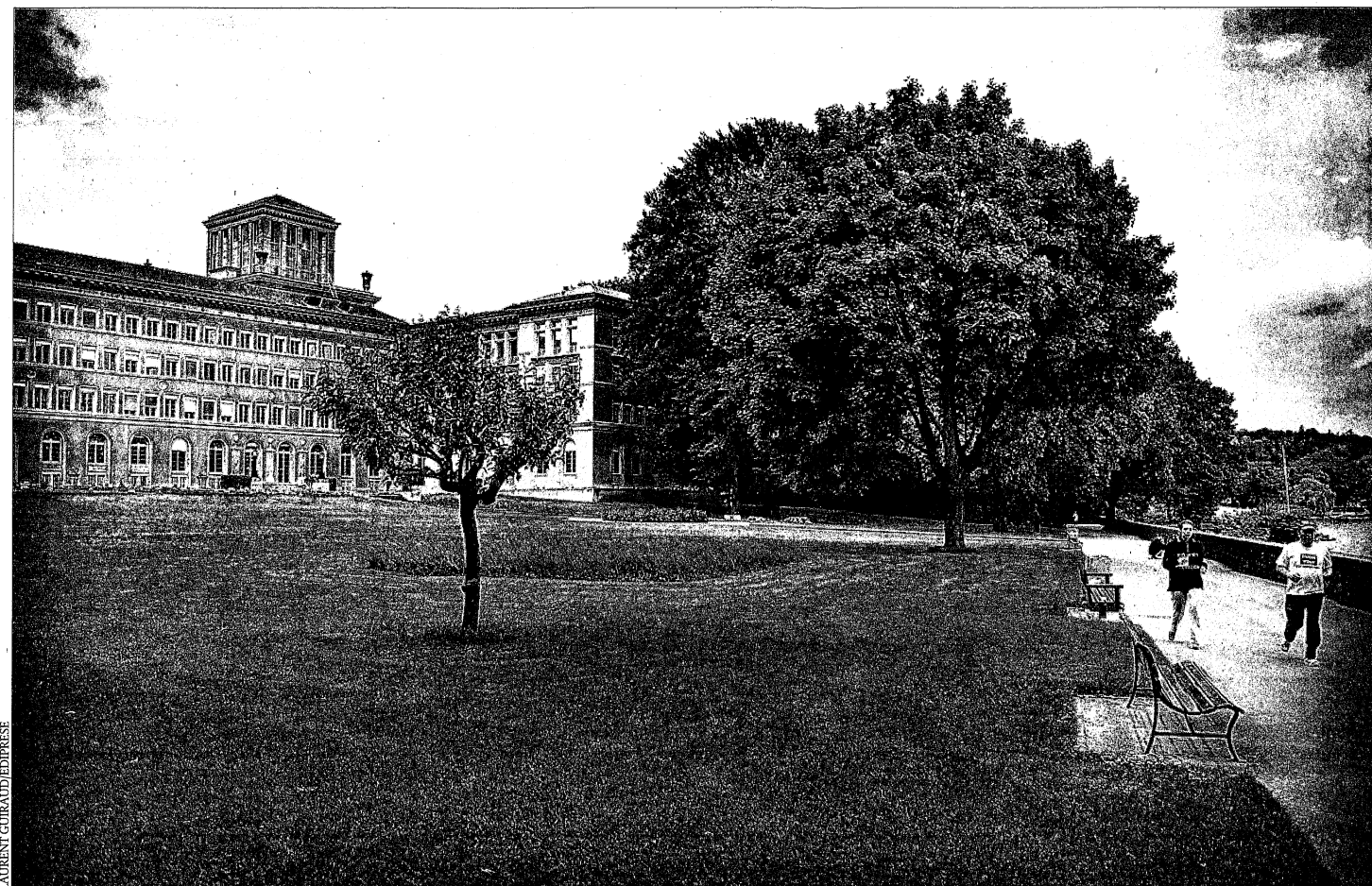
François Abbé-Decarroux, directeur de la HES-SO Genève

«Il serait catastrophique que l'OMC quitte Genève. Quand bien même on a le droit de critiquer l'institution, sa présence est extrêmement importante pour notre canton avec tous les effets collatéraux qu'elle génère, comme la présence de nombreuses organisations non gouvernementales qui font la force de la Genève internationale. Compte tenu des amalgames faciles auxquels se livrent les opposants au



projet d'extension, il est sain que des jeunes se mobilisent. En tant que directeur de la HES-SO, je peux témoigner de l'importance de la présence des organisations internationales à Genève, et notamment de l'OMC avec laquelle les hautes écoles ont de nombreuses synergies: des conférences sont organisées, des intervenants enseignent à nos étudiants, et le Centre de recherche de l'OMC est utile pour nos chercheurs.»

Propos recueillis par C. G.



Le Centre William Rappard, qui abrite l'OMC. Le comité AGIR s'inquiète de l'avenir de la Genève internationale. 22 MAI 2008

avenir est en jeu, explique Vincent Subilia, président du comité AGIR. La Genève internationale représente 4,4 milliards de retombées économiques pour le canton, et surtout une grande richesse culturelle. Elle nous vaut le titre de capitale diplomatique, de lieu unique de dialogue privilégié, de la plus petite des grandes villes. Si l'OMC devait plier bagage pour rejoindre des cieux plus cléments, ce serait catastrophique.»

## «Par souci de cohérence politique, mobilisons-nous»

Marguerite Contat Hickel, coprésidente verte de la Constituante genevoise

«Nous devons accepter les conséquences de notre ouverture aux organisations internationales. L'OMC en fait partie, en dépit de ce que l'on peut penser de l'institution elle-même. Genève a investi pour ses organisations et les autorités des trois échelons, fédéral, cantonal et municipal se sont mobilisées pour défendre le projet d'extension: par souci de cohérence politique, nous devons aller de l'avant. Face au référendum, la



société civile doit s'exprimer, c'est complémentaire à l'action des politiques. A mon niveau, en tant que constituante, j'ai l'intention d'empoigner la question de la Genève internationale. Nous devons réfléchir au rôle que jouera la Ville de Genève à l'avenir par rapport au canton, à son éventuel renforcement, mais aussi aux compétences qu'il faut attribuer au conseiller d'Etat chargé de ce domaine.»

Propos recueillis par C. G.

L'enthousiasme de ces jeunes qui espèrent «mobiliser d'autres jeunes» lors du scrutin a convaincu la Fondation pour Genève, qui milite pour le rayonnement de la Genève internationale, de les soutenir. Sa présidente, Tatjana Darany, souligne que «le développement de Genève passe par la restauration et l'agrandissement de ses bâtiments». Pour donner un coup de pouce à AGIR, elle a mis à disposition du comité citoyen un ré-

seau de 5000 personnes actives dans tous les milieux, auxquelles les jeunes ont envoyé un courrier. Ces derniers ont également mis sur pied un site internet, à l'adresse [www.genevegagne.ch](http://www.genevegagne.ch), qui tente de «vous convaincre en 15 secondes» de voter en faveur du projet OMC cet automne.

Personnalités engagées

Plusieurs personnalités, comme la directrice du théâtre de la Comé-

## «La population genevoise doit donner un signal clair»

Raymond Loretan, ancien ambassadeur de Suisse

«Ayant vécu dix ans à l'étranger, j'ai une vision extérieure sur la situation genevoise. Je me rends compte de la force du symbole de la Genève internationale, mais aussi du fait que rien n'est acquis. Nous sommes en compétition avec des villes et des pays comme Singapour qui offrent à l'OMC des conditions complètement imbattables. Dans ce contexte, il est important que le siège de l'OMC, l'un des principaux au plan mondial, soit porté par la population. Il faut que les organisations



internationales et leurs fonctionnaires se sentent à la maison. Les Genevois doivent repousser clairement le référendum contre le projet d'extension pour donner un signal clair à l'OMC et au monde extérieur. La démarche citoyenne que je soutiens aujourd'hui vient appuyer l'action des autorités, qui doivent continuer à œuvrer pour améliorer le dialogue entre la Genève locale et la Genève internationale.»

Propos recueillis par C. G.